

## GROUPES DE TRAVAIL UGTA - SGP

## L'échec !

Les négociations entre les représentants syndicaux des fédérations du secteur public économique et ceux des Sociétés de gestion de l'Etat (SGP) sont à l'arrêt total. Mieux, les représentants des travailleurs de deux importants secteurs et pas des moindres en l'occurrence, ceux de la mécanique et métallurgie ainsi que ceux du tourisme et commerce ont décidé purement et simplement de rompre les négociations. Le divorce entre les parties concernées fait suite à un désaccord né de l'approche, que fait l'un comme l'autre de la question salariale.

Conséquence : les rapports d'évaluation des négociations entamées le 1<sup>er</sup> juillet dernier n'ont pas été remis aux responsables concernés, alors qu'au niveau de certains groupes de travail, le statu quo dure

depuis une dizaine de jours. En effet, selon des sources proches de la Fédération de la mécanique et métallurgie, «les négociations ont été rompues suite à un différend né autour de l'aspect salarial et indemnités». «Les responsables de la SGP, en charge du dossier, n'ont pas trouvé mieux que de rejeter les propositions faites par les représentants des travailleurs, arguant que la négociation salariale doit prendre en compte des paramètres bien définis par la tutelle. Une démarche que les syndicalistes ont de leur côté rejeté et ce, après près d'un mois et demi de négociations», nous confie un cadre syndicaliste de la fédération.

La même problématique est à l'origine du désaccord qui oppose la SGP Gestour en charge du portefeuille du secteur du tourisme et les représentants des travailleurs du secteur. La rupture entre les deux parties date depuis une dizaine de

jours, «sans qu'aucun responsable de l'UGTA semble s'inquiéter de la situation».

Selon des indiscretions, la même situation est à relever au niveau du groupe de travail chargé de mener les négociations avec le patronat pour le compte du secteur privé. En somme, que ce soit chez le public ou chez le privé, «le blocage est total et rien n'indique que les conclusions des groupes de travail qui devaient être remises hier, aux responsables concernés ne seront pas prêtes dans les prochains jours».

Bien évidemment, cette situation qu'on n'a pas hésité à qualifier du côté syndical «d'inédite» aura pour conséquence directe : retard dans la remise des documents qui seront proposés à débat lors de la prochaine tripartite. Sur un autre plan, on appréhende cet «accroc» qui risque de «peser lourdement sur les négociations» portant

pacte économique et social dont la commission de travail avait été installée il y a une quinzaine de jours par le ministre du Travail et de la Sécurité sociale.

C'est dans ce cadre, que le secrétaire général de la Centrale syndicale a décidé de présider en personne une réunion d'évaluation prévue pour le 02 août au niveau du siège de la Centrale syndicale. Une réunion qui n'était pas inscrite dans le calendrier de Sidi Saïd - du moins pas dans l'immédiat- mais que l'urgence de la situation l'a contraint d'organiser cette réunion.

Cela étant, il est important de rappeler que l'actualisation des conventions de branches a été engagée après l'accord signé entre l'ex-chef de gouvernement, M. Ahmed Ouyahia et les deux partenaires concernés, l'UGTA et les SGP. Selon le calendrier de ces négociations arrêté conjointement par la direction nationale de l'UGTA et

la chefferie du gouvernement, les conclusions des négociations et les propositions doivent être finalisées à la fin de ce mois. Faute de quoi, les fédérations du secteur économique doivent remettre les copies de leurs rapports concernant l'application des dernières recommandations issues de la rencontre UGTA avec les SGP du mois de mai dernier, avant le 31 du mois en cours.

La seule contrainte qui se manifeste à présent, selon les représentants de ces fédérations est "l'augmentation des salaires". «Certaines entreprises rencontrent un énorme déficit pour satisfaire ce volet», explique une source syndicale. Force est de souligner que les accords sur les augmentations des salaires des travailleurs du secteur public économique seront signés en septembre dans le cadre de la tripartite pour être mis en application à la rentrée. En revanche, une bipartite UGTA, patronat

est envisagée pour examiner les modalités de mise en œuvre des décisions d'augmentation des salaires pour lesquelles le patronat a déjà donné son accord de principe. Sidi Saïd qui s'est montré optimiste quant aux décisions qui prendra la tripartite pour tous les secteurs d'activité, avait salué le président Bouteflika pour avoir levé les obstacles en soutenant «non seulement sur le principe de l'augmentation des salaires, mais également l'importance d'une revalorisation de la grille des salaires des travailleurs des secteurs économiques public et privé.» Ces augmentations doivent répondre aux normes nationales et internationales, à savoir le taux de croissance, la productivité et le taux d'inflation, trois critères rappelés par le président Bouteflika aux négociateurs à chacune de ses interventions sur la double question socioéconomique. **Abder Bettache**

EL-MILIA  
(JIJEL)Un militaire  
tué  
et un garde  
communal  
blessé

Les éléments des services de sécurité, engagés dans une opération de ratissage dans les monts d'El-Milia depuis plusieurs jours, ont fait l'objet d'une embuscade meurtrière dans la nuit de dimanche, vers 22h30. L'attentat, qui a eu pour théâtre le douar de Beni-Ferguène, a coûté la vie à un militaire et causé des blessures à un garde communal au cours d'un échange de tirs. Les deux victimes ont été aussitôt évacuées vers l'hôpital d'El Milia. Il y a lieu de souligner que les localités de Beni-Mehboub, Mechat, Beni-Ferguène, Oued-Zhour, relevant toutes de la commune d'El-Milia, frontalière avec la wilaya de Skikda, demeurent des fiefs où active le chef du GSL, un certain Lemloum Ammar, alias Adjenoun.

Un réseau de soutien logistique à ce groupe terroriste, au sein duquel figure un exploitant de sable, a été démantelé la semaine dernière par les éléments de la gendarmerie d'El-Milia.

F. M.

## DECES DE MAHFOUD KADDACHE

## Un grand historien s'en va

**L'historien Mahfoud Kaddache sera inhumé aujourd'hui au cimetière Z'dek de Ben-Aknoun. Auparavant, la prière du mort sera accomplie au stade de Ben-Aknoun. Hospitalisé à l'hôpital militaire de Ain-Naâdja, Mahfoud Kaddache est décédé dimanche soir à l'âge de 85 ans. Reconnu comme une véritable source de l'histoire ancienne, contemporaine et moderne de l'Algérie, Mahfoud Kaddache aimait à répéter souvent que "l'identité découle de l'histoire. Que l'identité c'est notre histoire, c'est notre passé, c'est le sang de nos ancêtres". Encore une fois, l'Algérie enregistre la perte immense d'un trésor du patrimoine historique et intellectuel de la mémoire.**

Né au début des années 1920 à La Casbah, Mahfoud Kaddache est orphelin de père dès l'âge de six ans. De marchand de légumes au vendeur de produits de beauté, Mahfoud Kaddache obtient son certificat d'études et son brevet élémentaire, avant de décrocher son brevet supérieur à l'Ecole normale d'Alger, puis sa licence d'histoire et plus tard, le diplôme d'études supérieures et enfin un doctorat d'Etat. Encore adolescent, il est considéré comme l'un des piliers des Scouts musulmans algériens (SMA), en exerçant plusieurs responsabilités, dont celle de commissaire local, chef de groupe El Kotb à Alger. Période à laquelle, il a pris part aux manifestations du 1<sup>er</sup> mai 1945 à Alger, violemment réprimées par la police coloniale.

Militant, nationaliste et sympathisant actif du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (MTLD) de 1947 à 1954, il a été à plusieurs reprises arrêté et mis en détention tout en étant victime de plusieurs tentatives d'assassinat par l'Organisation armée secrète (OAS). En 1953, Mahfoud Kaddache est secrétaire général des SMA. Quatre ans plus tard, il devient son président et ce, pendant six années. A

l'indépendance du pays, il est professeur d'histoire à l'université d'Alger, puis inspecteur général auprès du ministère de l'Education nationale. Il a également fait partie de l'équipe du journal *L'Espoir algérien* où il a été l'auteur de divers articles. Il a été aussi au cœur de l'équipe rédactionnelle de la *Revue Africaine*. Auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de l'Algérie depuis l'Antiquité, Mahfoud Kaddache insistait à travers ses recherches pour que les Algériens connaissent l'histoire de leur propre territoire, celle qui est imbriquée dans la grande histoire de l'Afrique du Nord et du Maghreb, mais aussi celle des Etats ancêtres de l'Algérie actuelle, la Numidie, le royaume de Tahert, l'Algérie ottomane, et l'Algérie sous la domination française. A travers son ouvrage *L'Algérie des Algériens* (Paris-Méditerranée, 2003), l'historien espérait que les Algériens s'intéressent de plus près à la source de leur identité, aux constantes de leur résistance multiforme et aux acquis légués par les différents peuples et civilisations côtoyées. Durant sa carrière, Mahfoud Kaddache a dirigé plusieurs mémoires, magistères et doctorats d'histoire et de bibliothécono-



mie. Il a publié deux fascicules sur cette ville d'Alger (1949), surnommée autrefois El-Mahroussa. Le défunt, qui a également dirigé durant plusieurs années l'Institut de bibliothéconomie (université d'Alger), a laissé une riche bibliographie. Sa responsabilité à la tête de cet institut était sentie comme un signal fort d'un historien attentif à la formation des nouvelles générations de cadres dans ce domaine pour mieux recenser, répertorier, classer et présenter aux chercheurs une documentation fiable sur la nation algérienne composée à tous les temps. Pour que ces derniers puissent reconstituer et décrire l'histoire de leur pays, en quête d'un fonds archivistique et documentaire dans la plupart des cas dérobé par le colonisateur.

Parmi ses écrits, il y a *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*, Sned, 1970, *L'Algérie dans l'antiquité*, Sned, 1972, *L'Emir Abdelkader MIC*, collection *Art et culture* 1974, *Il y a trente ans le 8 mai 1945*, Paris,

Edition du Centenaire, 1975, *Histoire du nationalisme algérien. Question nationale et politique algérienne (1919-1951)* en deux volumes, Sned, 1980 (réédités en 1993) *L'Algérie médiévale*, Sned, 1982, *L'Etoile nord-africaine, 1926-1939*, OPU, 1984, *L'Algérie dans l'histoire, 1900-1954*, OPU, 1989, *L'Algérie dans la période ottomane et L'Histoire de la guerre de Libération*. Il a également publié deux volumes sur l'Etoile nord-africaine et le Parti du peuple algérien (PPA) et deux gros volumes, *L'Algérie des Algériens, histoire d'Algérie, 1830-1954*, édité par les éditions Rocher-Noir (octobre 1998, réédité en 2003) qui traite de la période du débarquement français à Sidi-Fredj, jusqu'au déclenchement de la guerre de Libération nationale.

Le dernier ouvrage de Mahfoud Kaddache, intitulé *L'Algérie se libère. 1954-1962*, paru en 2003, aux éditions Paris Méditerranée. Dans *Histoire du nationalisme algérien*, Mahfoud Kaddache a conduit une large et minutieuse enquête retraçant la genèse et le développement du nationalisme algérien depuis la Première Guerre mondiale jusqu'à la veille du déclenchement de la Révolution de Novembre 1954. Des historiens lui reconnaissent le fait qu'en s'appuyant sur un fonds d'archives exceptionnel (témoignages, cartes, textes, manifestes politiques, articles de presse...), il a ressuscité plus de trente années de combat pour la légitimation des droits du peuple algérien, sans pour autant qu'il omette les contradictions ayant traversé les différents mouvements nationalistes. Mahfoud Kaddache était vice-président de l'Association internationale de bibliologie.

Sam H.